

Comité National Français de Géographie

édito

CONNAISSANCE, RENAISSANCE, RECONNAISSANCE

Même si la date peut paraître un peu tardive, je présente à tous mes meilleurs souhaits pour 2002. Ces vœux s'adressent à la communauté des géographes français que le Comité National de Géographie représente au niveau international, qu'ils en soient membres ou pas ; ils s'adressent à tous ceux que leur discipline passionne, dans laquelle ils s'investissent sans compter et au sein de laquelle ils expriment les diverses manières d'être géographe. Pour le Comité National, l'année qui s'ouvre est celle du Congrès de Durban qui se tiendra du 4 au 7 août sur le thème de la renaissance de la géographie à l'aube du troisième millénaire. Ce titre, en apparence creux et pompeux peut sembler à beaucoup relever de l'incantation ; en réalité, il exprime la volonté de l'Union Géographique Internationale de mieux s'insérer dans le mouvement actuel de " globalisation ", au sein duquel les géographes ont leur place et surtout au sein duquel ils doivent se faire reconnaître et, à tout le moins, mieux connaître. Cet enjeu ne doit pas faire sourire, particulièrement en France où l'affaire récente des programmes de la classe de première a montré la faible reconnaissance de la géographie au niveau le plus haut du ministère et surtout au sein d'une Inspection Générale dominée par une vision globalisante qui tend, elle, à dissoudre méthodes et objets de la géographie dans un ensemble aux limites floues où les partisans de l'histoire du temps présent se trouvent à leur aise sans que, pour autant, chacun à sa place (universitaires, enseignants du second degré et surtout étudiants et élèves) s'y retrouvent. Il fut un temps où l'on disait que la géographie, c'était l'histoire au présent : veillons à ce que ce constat indiscutable n'aboutisse à la dilution de notre discipline.

La réunion du conseil du samedi matin 12 janvier et surtout le débat organisé l'après-midi, à l'initiative du Conseil avec les Présidents de commissions du CNG inspire des réflexions qui vont dans ce sens. L'action et les objectifs du CNG et de son Conseil ne sont pas toujours clairement perçus et le rôle des commissions vis-à-vis du conseil du CNG pas toujours compris : cela signifie que la discipline fonctionne sans trop se poser les questions essentielles, et même, en évitant de se les poser. Nous n'échapperons pas au débat et, au-delà des tâches nécessaires de défense et de promotion de la géographie française à l'échelle nationale comme internationale qui sont celles du Comité National, nous entendons même l'organiser, à travers l'animation de colloques transversaux aux différentes commissions. Les géographes sont individuellement convaincus qu'ils font le plus beau métier du monde et que l'actualité est pleine de problèmes géographiques. Certes, mais nombre de ceux-ci sont abordés par des non-géographes et parfois, hélas, par des géographes qui ne disent pas qu'ils le sont ! Signe des temps marqué dans nos UFR et Instituts par une diminution souvent dramatique de nos effectifs dans le premier cycle. Ce n'est sûrement pas sans raison et il importe de se pencher sur l'organisation institutionnelle de la géographie pour en comprendre les limites. Débat ouvert à tous, sur le site du Comité National, symbole de notre " modernité ".

A. MIOSSEC

Président du
Comité
National
Français de
Géographie



Compte rendu de la réunion *du Conseil*

du samedi 12 janvier 2002

tenue dans le petit amphithéâtre de l'Institut de Géographie à Paris

Présents : **Paul Arnould, Etienne Auphan, François Bart, Jacques Bonvallot, Maurice Burac, Jean-Marc Holz, Alain Huetz de Lempis, André Humbert, Gérard Joly, Yves Lacoste, Bertrand Le Martinel, Robert Marconis, Alain Metton, Alain Miossec, Jean-Robert Pitte, Philippe Roudié, Jean Soumagne, Pierre-Jean Thumerelle, Jean Varlet, Yvette Veyret-Mekdjian**

La réunion débute à 10 heures par les vœux du président et du bureau aux membres du Conseil.

20 membres du Conseil sont présents : il est toujours difficile de prévoir une date compte tenu du nombre de membres ; parfois, les convocations sont faites trop tard et on peut comprendre de nombreuses absences. Cette fois, l'initiative avait été prise très à l'avance (presque deux mois) sans cependant le rappel nécessaire...

L'ordre du jour est évoqué rapidement, outre les questions diverses. La journée est consacrée aux Commissions du CNFG et les Présidents ont été conviés à participer aux travaux à partir de 14 heures.

1 - La question des journées géographiques de Poitiers et La Rochelle

Aux dernières nouvelles (L. Marrou), les journées auront lieu selon le calendrier suivant. Le mercredi 29 mai à Poitiers avec un colloque sur le thème de la mobilité, le jeudi 30 mai (excursions) et le vendredi 31 mai à La Rochelle, réunion des commissions qui le souhaiteront et Assemblée Générale du Comité National de Géographie.

L'idée désormais est de relancer l'apport scientifique des Journées Géographiques autour de l'activité de deux à trois commissions qui organiseraient à cette occasion un colloque aussi transversal que possible, susceptible de mobiliser de jeunes collègues qui ignorent à peu près tout de ce que peut représenter le Comité National Français de géographie.

Il faut donc trouver des thèmes fédérateurs et des lieux d'accueil.

2 - La proposition rejoint les interrogations sur le rôle des commissions du CNG.

Sans citer les nombreux intervenants, on évoquera les points suivants.

Quel est le rôle du CNG ? Ce rôle est officiellement de représenter la France au sein de l'Union Géographique Internationale, du fait des cotisations qu'il règle (par le biais du COFUSI) et du rôle qui est le sien au sein de l'Assemblée générale de l'UGI. On rappellera à cette occasion que le français est l'une des deux langues officielles. Partant de ce constat, le CNG a vocation à regrouper les géographes français de la manière la plus large, de telle façon que les rapports (ceux du CNG et ceux des Présidents des commissions) expriment la vitalité et la diversité de la géographie française. Ces rapports sont accessibles sur le réseau du CNG et le seront sur celui de l'UGI quand il sera achevé (rôle déterminant de Gérard Joly).

Quelles sont les relations avec l'UGI ? Ces relations sont institutionnelles ; aucun Français n'est dans les instances dirigeantes, mais Anne Buttimer est sensible à nos propositions, nous avons participé en novembre 2000 à la réunion de Rome pour la mise en place de la maison de la Géographie et nous serons à la base de la création du site. Les commissions de l'UGI servent de cadre aux commissions nationales qui ne correspondent pas en totalité. A l'inverse des thématiques innovantes qui ne sont guère investies par les géographes Français, par exemple *Genre et géographie* ou encore et plus curieusement *Education à la géographie*. C'est aussi la raison de la pérennité de certaines commissions dont la thématique ne paraît plus d'actualité à quelques-uns. En la matière, il faut se garder d'un regard trop hexagonal car ce qui ne mobilise peut-être plus la collectivité des géographes français intéresse largement d'amples secteurs géographiques à l'échelle du monde. Certaines commissions sont et ont été animées par des Français : il importe que notre rôle soit affirmé et il est indispensable que les plus jeunes de nos collègues soient initiés au fonctionnement de l'UGI dont ils ont l'ambition d'être un jour les animateurs et les représentants français. A l'heure de la mondialisation, on voit ce que pourrait une fois de plus coûter notre absence.

Liste des Commissions de l'UGI

(entre parenthèses, les membres français ; sont membres ceux qui font partie du noyau de la commission qui a un Président, un secrétaire et des membres titulaires *full members*)

Changements climatiques et environnements périglaciaires (B Francou)

Climatologie

Systèmes côtiers (A. Miossec, Université de Nantes)

Dynamique des espaces économiques

Dynamique des questions de marginalité géographique au début du XXI^e siècle

Genre et géographie (programme sur 4 ans, espaces sexués d'inclusion et d'exclusion)

La géographie dans l'éducation, l'éducation à la géographie

Les systèmes d'information géographique

Géographie et pouvoirs publics

L'étude géographique des sociétés d'information (H. Bakis – vice-président, Univ de Montpellier)

Les défis géomorphologiques du XXI^e siècle

Risques et aléas

Santé et environnement

Histoire de la pensée géographique (Président Vincent Berdoulay – Université de Pau)

Karst

Dégradation et désertification de la Terre

Géographie de la Mer (J. Marcadon, Université de Nantes)

Modélisation des systèmes géographiques

Surveillance des cités du XXI^e siècle (Monitoring Cities of tomorrow)

Population et environnement (P-J Thumerelle, Université de Lille 1)

Systèmes ruraux et développement durable (L. Laurens, vice-présidente – Université de Caen)

Géographie politique (A-L Sanguin – vice président, Université de Paris IV)

Biogéographie

Liste des groupes d'étude (ces groupes peuvent devenir, s'ils ont le succès escompté, des commissions de l'UGI)

Diversité dans les systèmes montagnards

Recherche sur les systèmes fluviaux

Géographie appliquée (M. Philipponneau)

Tourisme et loisirs et changement global (J.M Dewailly – université de Lyon II, vice-président)

Changement global et mobilité des populations

Changement dans l'utilisation de la terre et dans sa " couverture "

L 'approche culturelle en géographie (P. Claval, Président, Université de Paris IV)

Développement local

Durabilité de l'eau (Water sustainability)

Quelles sont les relations avec les équipes de recherche ? Sans ambiguïté, le CNG n'a aucune vocation à se substituer aux équipes de recherche ; chaque commission développe ses activités en lien avec les équipes (au sein des UMR par exemple) quand c'est possible mais chaque chercheur conduit ses travaux dans le cadre fixé par les équipes. Les commissions sont un lieu transversal d'animation scientifique et de débats, elles sont l'occasion de sorties sur le terrain et doivent organiser des colloques ou faire en sorte d'y être présentes. C'est affaire de relations avec les directeurs d'UMR et il n'y a aucune raison institutionnelle que des conflits naissent à cette occasion.

Quelles sont les relations avec les équipes doctorales ? De la même manière, les présidents des commissions (mais en fait chacun des membres du CNG) doivent être attentifs à l'activité des écoles doctorales car elles sont la pépinière de la géographie française. Il importe que les doctorants et les docteurs connaissent l'existence du CNG, de ses commissions et que l'activité de celles-ci les incite à y adhérer.

Quelles sont les relations avec d'autres organisations de géographes ? Le CNG ne saurait entrer en concurrence avec d'autres organisations dès lors que le rôle du CNG au sein de l'UGI n'est pas contesté. Il existe des associations dont les membres font aussi partie de commissions du CNG : ce n'est pas contradictoire et le degré de fusion intellectuelle est une fonction des membres de nos commissions et de ceux des associations. A titre d'exemple puisque le cas a été évoqué, le CNG ne peut juger que de façon positive l'action du Groupe Français de Géomorphologie, structure qui représente les géomorphologues français au sein de l'Union Internationale de Géomorphologie qui organise son propre congrès tous les quatre ans : que cela n'empêche pas les membres du GFG d'animer également les commissions du CNG et d'organiser des manifestations sous double sceau. C'est d'ailleurs ce que nous conseillons de façon générale : ce sera le cas à Lyon lors du colloque organisé conjointement par Céline Broggio et l'AFDG (Association Française pour le Développement de la Géographie) : le Conseil a donné son accord qui vise à clarifier les choses et à donner une image plus cohérente de la géographie française.

Comment fonctionnent les commissions ? Certains membres du CNG ont demandé s'il fallait standardiser le fonctionnement. Si l'on entend par là un moule identique, la réponse est évidemment négative. En revanche, le conseil souhaite que des rapports d'activité soient fournis et que les annonces diverses (colloques, publications...) soient accessibles en ligne sur le site. Chaque président organise les activités de sa commission selon les objectifs définis (avec le secrétaire, avec les membres...) : il tient à jour la liste des membres et toute liberté lui est laissée de convaincre les plus jeunes d'adhérer. Le fait d'assister à un colloque n'engage pas celui qui le fait auprès du CNG car l'adhésion est un acte volontaire qui est le reflet de l'engagement de celui qui adhère : on peut assister aux activités des commissions sans adhérer – c'est le cas des plus jeunes qui doivent comprendre les enjeux et être convaincus qu'ils assurent la relève. Le mouvement de rajeunissement – qui n'est pas sans poser de questions statutaires – est en marche. Il implique aussi que le site du CNG soit en permanence alimenté en informations diverses, allant jusqu'à des résumés de thèse en quelques lignes. Le CNG ne joue en extrême limite qu'un rôle d'arbitre si des conflits se développaient au sein des commissions mais il a la décision finale : si les présidents des commissions sont désignés au sein des commissions sortantes (quelles que soient les modalités de la désignation), c'est le Conseil qui officialise la nomination du Président et du Secrétaire.

En résumé, une commission du CNG est une structure souple, liée aux activités scientifiques nationales et internationales (UGI). Elle ne fait pas double emploi avec une structure de recherche officielle et elle a vocation à rassembler l'ensemble des chercheurs autour de thématiques plus ou moins larges (c'est à la commission de définir ses axes sur quatre ans, de fournir au Conseil un bilan de son action, de proposer une cartographie de ses membres, qui ne sont pas nécessairement des adhérents du CNG ayant cotisé mais qui doivent être convaincus que leur adhésion renforce le poids de la géographie française, en France et à l'étranger.

3 – Bilan de la campagne sur les programmes de l'enseignement secondaire. Robert Marconis, Président de l'APHG et membre du Conseil rappelle que la mobilisation contre les programmes de la classe de première a été massive et que les résultats sont à considérer de façon positive. Un moratoire est proposé par le Ministère et le principe de deux programmes distincts semble admis. La géographie retrouve sa spécificité et des passerelles structurées entre histoire et géographie sont prévues. Il ne faut pas baigner dans trop d'optimisme parce que des manœuvres sont encore possibles, il convient de rester vigilant : esprit d'ouverture mais fermeté face aux dérives et à des propositions qui desservent l'image et le contenu de la géographie. Il en va de même pour le Comité National des Programmes.

4 – Le congrès de Durban (Afrique du sud) du 4 au 7 août 2002.

Rappel : l'UGI organise un Congrès tous les quatre ans, le dernier en 2000 à Séoul et le prochain en 2004 à Glasgow, avec renouvellement des instances dirigeantes. Entre temps a lieu un congrès " régional " ou intermédiaire qui se tiendra cette année à Durban. Le programme de ce Congrès est accessible sur internet (WWW.turners.co.za/igu). Un bref résumé est joint à ce CR. Des excursions sont organisées par les Sud-Africains mais la France propose, à l'initiative du CNG, une visite organisée par Roland Pourtier et des collègues de l'IRD qui travaillent en Afrique du Sud (Antheaume...). Elle ira de Johannesburg à Durban du 25 juillet au 3 août. Une trentaine de participants constituent le seuil pour les organisateurs mais la question fait débat.

A l'occasion du congrès, le CNG propose une publication : *Regards sur l'Afrique* éditée par François BART, Jacques BONVALLOT et Roland POURTIER avec six entrées (communications sur l'Afrique du Sud 3 ; recomposition territoriale 11 ; question à l'écologie 9 ; l'Afrique des villes 4 ; nourrir l'Afrique 2 ; et population et santé 2). Ce volume sera imprimé pour le CNG, tiré à quelques centaines d'exemplaires, et envoyé à Durban où le CNG aura un stand ; il fera aussi partie d'un numéro ordinaire de la revue *Historiens et Géographes* (11 000 exemplaires) que nous remercions vivement pour son aimable invitation.

5 – Relations avec l'Union Géographique Internationale

La deuxième lettre d'information de la villa Celimontana (<http://www.homeofgeography.org>) est parue en anglais ; sa version française est sur le site de Rome et la version papier en français est parvenue le 25 janvier (A. Miossec).

Adalberto Vallega a envoyé à Alain Miossec une disquette pour la traduction de documents en anglais, à charge pour lui de trouver le traducteur. La demande suggérait que l'UGI pourrait aussi payer. Nous avons décidé de faire nous-mêmes les traductions de ces textes très administratifs (en fait, des fiches sur les relations à établir pour l'UGI avec des organismes internationaux dont les adresses et les objectifs sont donnés). Le Comité National demandera, en revanche, que le voyage à Durban de Gérard Joly soit pris en charge par l'UGI compte tenu de son investissement dans la mise en place du *Who's who*.

Pour Durban et selon l'usage passé, le CNG ne prend pas en charge les déplacements des membres du bureau, ne disposant à cet effet d'aucune subvention du COFUSI (Académie des Sciences). Ceux qui se rendront à Durban le feront à leurs frais et avec des aides dont ils sont seuls juges (subvention d'Université...)

6 – Etat des finances, rapport du trésorier Jean Soumagne (ci-joint). Le Conseil du CNG remercie le trésorier pour son efficace gestion.

Cotisation 2002 = 23 euro

7 – Prochaines journées géographiques. En débat selon proposition des Présidents de commissions pour l'organisation d'un colloque transversal à deux ou trois commissions

A Paris, le 27 janvier 2002

Paul ARNOULD, Secrétaire du CNG